

OTC

Appel à pétition "SAUVONS L'ARMENIE"

SAUVONS L'ARMENIE : NE SOYONS PAS COMPLICE D'UN GENOCIDE UN SIECLE PLUS TARD

Identifiant: N°1038

Le Génocide arménien est la définition des massacres systématiques de la population arménienne, commis dans l'empire ottoman, pendant la Première guerre mondiale.

Ces massacres ont été perpétrés dans les différentes régions de l'empire ottoman par le gouvernement jeune-turc au pouvoir à l'époque. Avant l'empire ottoman, l'Arménie était beaucoup plus étendue que l'actuelle République d'Arménie.

La première réaction de la communauté internationale à ces événements fut la déclaration conjointe de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne le 24 mai 1915 où les atrocités commises contre le peuple arménien furent définies comme « un crime contre l'humanité et la civilisation », les parties en tenant pour responsable le gouvernement turc.

On estime à plus de 2 millions le nombre d'Arméniens vivant dans l'empire ottoman à la veille de la Première guerre mondiale. Environ 1,5 million d'entre eux périrent entre 1915 et 1923, le reste se faisant convertir à l'islam de force ou trouvant refuge à l'étranger.

Un siècle plus tard à l'aube de 2023, nous ne pouvons rester indifférent à la situation de la République d'Arménie reconnue indépendante par la communauté internationale depuis 1991. Notre inaction est comparable à une complicité de génocide entachant de sang arménien le drapeau tricolore.

On se souvient qu'il y a tout juste 2 ans, le 27 septembre 2020, les troupes azerbaïdjanaises attaquaient le Haut-Karabagh avec le soutien des forces turques et de mercenaires djihadistes syriens aux ordres d'Ankara.

Cette région, également appelée Artsakh, est un territoire historiquement arménien, qui, en 1994, avait arraché son indépendance à l'Azerbaïdjan, à l'issue d'un conflit sanglant. Bakou n'ayant jamais accepté le droit de l'Artsakh à disposer de lui-même, la guerre s'était enlisée dès le milieu des années 1990 et avait rejoint la longue liste des « conflits gelés ». Chaque année, le contentieux entre les deux protagonistes coûtait la vie à plusieurs soldats à la frontière. Le brutal réveil du conflit et l'occupation illégale d'une partie de l'Artsakh par l'Azerbaïdjan ont coûté la vie à approximativement 5000 personnes et provoqué une grave crise régionale et internationale.

Dans la nuit des 12 et 13 septembre dernier, l'Azerbaïdjan bombarde plusieurs positions dans l'est et le sud-est de l'Arménie. L'Arménie riposte tant bien que mal. L'Azerbaïdjan a encore conquis du terrain. En tout, près de 500 morts de part et d'autre

Cette occupation arbitraire, accompagnée d'exactions contre les populations civiles en raison de leur ethnie et de leur religion, met l'Europe devant ses contradictions et son impuissance diplomatique. Peut-on sans cesse prôner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, brandir les valeurs humanistes et la lutte contre les discriminations, tout en laissant un voisin se faire étrangler devant sa porte ? Poser la question, c'est y répondre.

L'Arménie, aux yeux du monde, vaudrait-elle moins que l'Ukraine ? Alors que parmi ses amis, se comptent des pays, comme la France, qui ont fait des Droits de l'Homme et de l'égalité leur idéologie phare. Sauf pour l'Arménie, qui n'a pas les mêmes droits et qui s'enfonce dans la nuit. Deux poids, deux mesures. Deux guerres, deux engagements opposés.

En 1939, Hitler avait dit : " Qui se souvient des Arméniens ? " pour justifier la future Shoah. La question est de nouveau posée.

Richard Mallié, ancien député, membre des groupes d'amitiés France-Artsakh et France Arménie, fervent défenseur de la cause arménienne en appelle à votre soutien pour engager la France au côté de l'Arménie dans les mêmes conditions que le soutien à la république populaire ukrainienne. Il réclame une assistance militaire, financière et des sanctions économiques contre l'Azerbaïdjan au même titre que la Russie.

Pour arriver à ses fins, il lance une pétition sur le site de l'Assemblée Nationale pour contraindre le gouvernement à agir en faveur de la cause arménienne. Comme le prévoit la loi, l'obtention de 100 000 signatures permettra un examen en commission et la barre des 500 000 garantira un débat public dans l'hémicycle. Il requiert votre signature afin que l'assemblée nationale prenne une résolution de soutien à l'Arménie condamnant la guerre menée par l'Azerbaïdjan à l'image de celle votée en faveur de l'Ukraine.

Mobilisez-vous et faites connaître au plus vite cette pétition.

Un clic pour éviter un génocide, ne les oublions pas !

[SAUVONS L'ARMENIE : NE SOYONS PAS COMPLICE D'UN GENOCIDE UN SIECLE PLUS TARD - SAUVONS L'ARMENIE : NE SOYONS PAS COMPLICE D'UN GENOCIDE UN SIECLE PLUS TARD - Plateforme des pétitions de l'Assemblée nationale \(assemblee-nationale.fr\)](#)

1.Le Courrier d'Erevan

7 octobre 2022

[l'UE dépêche une mission civile aux frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

l'UE dépêche une mission civile aux frontières de l'Arménie et de

L'Azerbaïdjan

Au terme d'une longue nuit de discussions, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ont exprimé leur accord sur l'envoi d'une mission de l'Union européenne aux frontières des deux pays.

Par Olivier Merlet

Réunis à Prague, en marge du premier sommet de la communauté Politique européenne et sous l'impulsion des présidents de la République française, Emmanuel Macron, et du Conseil européen, Charles Michel, les chefs d'État arménien et azerbaïdjanais ont accepté ce 7 octobre, de signer une déclaration commune quadripartite relative à l'établissement du tracé de leur frontière commune.

« L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont confirmé leur attachement à la Charte des Nations unies et à la déclaration d'Alma Ata de 1991, par laquelle ils reconnaissent mutuellement leur intégrité territoriale et leur souveraineté. Ils ont confirmé qu'elle servirait de base aux travaux des commissions de délimitation des frontières et que la prochaine réunion des commissions aurait lieu à Bruxelles d'ici fin octobre.

L'Arménie a accepté de faciliter la mise en place d'une mission civile de l'UE le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan a accepté de coopérer avec cette mission pour ce qui le concerne. La mission débutera en octobre pour une durée maximale de deux mois. L'objectif de cette mission est d'établir la confiance et, par ses rapports, de contribuer aux commissions de délimitation des frontières».

La date prévue de l'arrivée dans la région de cette mission civile, sa composition et le détail de ses attributions n'ont pas encore été communiqués.

Pour rappel, les accords d'Alma-Ata , signés le 21 décembre 1991 par onze des quinze anciennes républiques socialistes soviétiques, entérinaient la disparition de l'Union soviétique au profit de la création de la Communauté des États indépendants les réunissant ; l'Arménie et l'Azerbaïdjan en sont signataires. Il *« reconnaît et respecte l'intégrité territoriale et l'immutabilité des frontières*

existantes des uns et des autres », sans plus de référence ni précision.

2.Les Nouvelles d'Arménie Magazine

6 octobre 2022

[La rencontre entre le Premier ministre arménien et le président turc à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La rencontre entre le Premier ministre arménien et le président turc à Prague

La rencontre entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président turc Recep Tayyip Erdogan a commencé ce soir à Prague. Sur les images qui nous sont parvenues, nous remarquons les deux dirigeants se serrer la main pour la photo officielle mais aux visages tendues...

Le contenu de la discussion Pachinian-Erdogan a été rapporté par le Département de l'information et des relations publiques du bureau du Premier ministre arménien dans la soirée.

Dans le cadre du règlement des relations arméno-turques, les contacts directs et les réunions de haut niveau ont été soulignés des deux côtés. Nikol Pachinian et Recep Tayyip Erdogan ont discuté du processus de normalisation des relations arméno-turques et d'éventuelles nouvelles étapes dans cette direction.

La nécessité d'une mise en œuvre rapide des accords conclus à la suite des discussions des représentants spéciaux des deux pays a été soulignée. En particulier, il fait référence à l'ouverture de la frontière terrestre aux citoyens de pays tiers, à la mise en œuvre du transport aérien direct de fret entre l'Arménie et la Turquie.

Des réflexions ont également été échangées sur les processus régionaux.

Plus tôt aujourd'hui 6 octobre, la réunion quadripartite du Premier ministre arménien Nikol Pachinian, du président français Emmanuel Macron, du président du Conseil européen Charles Michel et du président azéri Ilham Aliiev a eu lieu à

Prague.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, en visite de travail à Prague, a participé au sommet de la Communauté politique européenne ce jeudi 6 octobre.

Source Armenpress

Krikor Amirzayan

3.Les Nouvelles d'Arménie Magazine

7 octobre 2022

[Aliev satisfait des nouvelles discussions avec Pachinian – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Aliev satisfait des nouvelles discussions avec Pachinian

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se rapprochent de la signature d'un traité de paix global, a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliev après de nouveaux entretiens avec le Premier ministre Nikol Pachinian qui se sont tenus jeudi 6 octobre, à Prague.

Aliev et M. Pachinian y ont rencontré le président français Emmanuel Macron et le chef de l'Union européenne Charles Michel en marge d'un sommet de la Communauté politique européenne.

« Des questions importantes ont été abordées lors de la réunion, et je pense que cette réunion sera également importante pour parvenir à l'accord de paix », a déclaré Aliev aux journalistes azerbaïdjanais après leur première session tenue dans la soirée. « Les contacts se poursuivent. Nous sommes convenu de nous revoir après le dîner. En tout cas, le processus de paix prend déjà de l'ampleur. »

« J'espère que nous nous approchons progressivement de la paix », a-t-il ajouté. « Les ministres des affaires étrangères [arménien et azerbaïdjanais] doivent se rencontrer à nouveau prochainement. Nous avons proposé que des groupes de travail des deux pays se réunissent après cela et travaillent à la préparation du

texte du traité de paix dans quelques jours. »

Une déclaration a été adoptée à l'issue de la rencontre entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev lors du sommet de la Communauté politique européenne à Prague.

Ci-dessous le communiqué publié par le bureau du Premier ministre arménien :

" (...) L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont confirmé leur attachement à la Charte des Nations unies et à la déclaration d'Alma-Ata de 1991, par laquelle les deux parties reconnaissent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'autre. Ils ont confirmé que cela servira de base aux travaux des commissions de délimitation et que la prochaine réunion de ces commissions aura lieu à Bruxelles d'ici la fin octobre.

L'Arménie a exprimé son accord pour encourager la mission civile de l'UE le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan a accepté de coopérer avec la mission mentionnée dans la mesure où elle sera concernée. La mission commencera son travail en octobre, pour une période maximale de deux mois. L'objectif de la mission sera d'instaurer la confiance et, par ses rapports, de soutenir les commissions frontalières."

Pachinian a déclaré mercredi qu'il faisait pression en faveur d'un accord de paix qui obligerait l'Arménie et l'Azerbaïdjan à reconnaître l'intégrité territoriale de l'autre et ne ferait aucune référence au Haut-Karabakh. Il a ajouté qu'il appartiendra à Bakou et aux Arméniens du Karabakh de négocier le statut du territoire.

Aliev a de nouveau exclu tout statut pour le Karabakh et a décrit ses résidents d'origine arménienne comme des citoyens azerbaïdjanais.

Les dirigeants du Karabakh ont exprimé leur vive inquiétude quant à la volonté de Pachinian d'accepter ces termes du traité de paix. Les principaux groupes d'opposition arméniens l'ont critiqué en termes encore plus forts, affirmant qu'il envisageait d'aider Bakou à rétablir un contrôle total sur le Karabakh.

Les précédents entretiens de Pachinian avec Aliev ont été organisés par Michel à Bruxelles le 31 août. Les deux dirigeants semblaient avoir réussi à faire une percée.

Deux semaines plus tard, de violents combats ont éclaté à différents endroits de

la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, faisant au moins 280 morts parmi les soldats des deux camps. Erevan a accusé Bakou de tenter d'obtenir des concessions arméniennes de grande envergure par le biais d'une agression militaire.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200.

4.Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

Nouveaux tirs de l'armée azerbaïdjanaises le 10 octobre

Les forces armées azerbaïdjanaises ont ouvert le feu lundi à 22h10, le 10 octobre, avec des armes légères de différents calibres sur les positions militaires arméniennes déployées dans la section orientale de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, a déclaré le ministère arménien de la Défense.

Les tirs azerbaïdjanais ont été réprimés par des contre-mesures.

Il n'y a pas de pertes du côté arménien.

5.Le Courrier d'Erevan

10 octobre 2022

[Les presidents de la République et de l'Assemblée nationale d'Artsakh attendus à Erevan Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

Les présidents de la République et de l'Assemblée nationale d'Artsakh attendus à Erevan

Le président d'Artsakh, Araïk Harutyunyan, conduira une délégation attendue ce 10 octobre à Erevan. Elle devrait discuter des suites de la réunion de Prague la semaine dernière entre Nikol Pashinyan et Ilham Aliyev, et de ses implications sur la situation qui prévaut aujourd'hui au Karabakh.

Par Olivier Merlet

Entouré de Masis Mayilyan, son conseiller, et de Davit Babayan, ministre des Affaires étrangères, Araïk Harutyunyan devrait notamment évoquer le récent accord entre les chefs d'État arménien et azerbaïdjanais quant à leur reconnaissance mutuelle de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale, selon les principes de la Charte des Nations-Unies et de la Convention d'Alma Ata.

L'absence, dans cette déclaration quadripartite cosignée par les présidents français et du Conseil de l'Europe, de la moindre référence au nom même du Karabakh ou à sa population arménienne pose effectivement question quant à leur statut, leur devenir et au véritable rôle qu'entend tenir le gouvernement arménien dans son règlement.

L'inquiétude des autorités d'Artsakh à ce sujet est d'ailleurs d'autant plus grande qu'Ilham Aliyev, au sortir de l'entretien de Prague, a clairement rejeté toute idée de négociation avec ses représentants.

On ignore encore l'ordre du jour précis des discussions qui auront lieu ni même le nom des autorités d'Erevan que la délégation rencontrera dans la journée. Le président de l'Assemblée nationale d'Artsakh et de sa commission des relations extérieures, Artur Tovmasyan et Vahram Balayan, font également partie de cette délégation.

Pour information, des manifestations contre Araïk Harutyunyan se sont tenues ce week-end à Stepanakert, la capitale de la République du Haut-Karabakh.

6. Le Canard enchanté

10 octobre 2022



7. Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

[Les raisons de la visite à Erevan des autorités du Karabakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les raisons de la visite à Erevan des autorités du Karabakh

Les Arméniens du Karabagh avaient beau avoir été prévenus par les déclarations répétées des autorités de Erevan relatives à une reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, avec les conséquences d'une telle reconnaissance sur le sort de leur territoire déjà largement amputé sous l'effet de la défaite arménienne dans la guerre de l'automne 2020, la rencontre vendredi 7 octobre à Prague du premier ministre de l'Arménie Nikol Pachinian et du président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, qui se sont engagés officiellement à une reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale de leurs Républiques n'en a pas moins suscité un vif émoi à Stepanakert. D'autant que le texte qui a sanctionné cette rencontre sous l'égide du président Macron et du président du Conseil européen Michel, en marge du sommet de la Communauté politique européenne dans la capitale tchèque, ne faisait aucune mention du Haut-Karabagh ni de la sécurité de ses habitants majoritairement arméniens, qui seraient donc les grands oubliés du traité de paix bilatéral en préparation. Une délégation des dirigeants du Haut Karabagh arménien s'est rendue lundi 10 octobre à Erevan pour demander aux autorités d'Arménie des clarifications sur les incidences pour leur territoire de leur reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan dans

le cadre d'un tel traité de paix bilatéral. Le premier ministre Nikol Pachinian a réaffirmé des plans en ce sens à Prague où il rencontrait le président azerbaïdjanais Ilham Aliev sous la médiation d'Emmanuel Macron et de Charles Michel. Dans une déclaration publiée à l'issue de la rencontre, l'UE avait indiqué que Bakou et Erevan avaient "confirmé leur engagement à la Charte des Nations unies et à la Déclaration d'Alma Ata de 1991[par les anciennes Républiques soviétiques] en vertu desquelles chacune des parties reconnaît l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'autre". Le Karabakh est tout simplement passé sous silence. Pachinian avait déclaré avant les pourparlers qu'il revenait à Bakou et aux Arméniens du Karabagh de négocier sur le statut du territoire, ce qui renvoie un son bien différent de ses exigences qu'il martelait il y a un peu plus de deux ans seulement, relatives au retour des Arméniens du Karabagh à la table des négociations... du Groupe de Minsk de l'OSCE aujourd'hui en suspens. Les autorités du Karabagh ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, qui ont exprimé leurs sérieuses préoccupations concernant une telle position. Les principales formations de l'opposition d'Arménie ont porté des critiques bien plus dures à l'encontre de Pachinian, l'accusant de se préparer à aider Bakou à restaurer son plein contrôle sur le Karabagh. Une porte-parole du président du Karabagh Arayik Harutiunian, a indiqué ce weekend qu'une délégation sous sa conduite effectuerait une visite à Erevan pour discuter des résultats du sommet de Prague avec les autorités d'Arménie. Davit Babayan, le ministre des affaires étrangères du Karabagh et un membre de la délégation, ont préféré ne pas communiquer lundi sur le programme de cette visite. La visite a été annoncée sur fond de manifestations à Stepanakert de plusieurs centaines d'habitants qui, derrière les organisateurs, demandaient à Harutiunian de faire la lumière sur l'avenir incertain du Karabagh. S'exprimant à Prague, Aliyev a une fois encore exclu quelque statut pour le Karabagh et a désigné ses habitants arméniens comme des citoyens azerbaïdjanais. Il a indiqué que les Arméniens du Karabagh devaient "se réintégrer eux-mêmes dans le territoire azerbaïdjanais" ou quitter le Karabakh. Le porte-parole arménien du ministère des affaires étrangères, Vahan Hunanian, a insisté vendredi sur le fait que "les droits et la sécurité du peuple du Haut-Karabagh" restent la priorité des priorités pour l'Arménie. "Mais l'Azerbaïdjan n'est pas enclin à discuter cette question avec l'Arménie", a déclaré Hunanian à l'agence Armenpress dans des commentaires écrits. Il a ajouté que Erevan faisait néanmoins toujours pression pour la création d'un "mécanisme visible international" pour des contacts directs entre Bakou et les Arméniens du Karabagh. Des députés de l'opposition arménienne ont douté de telles assurances

lundi, en insistant sur le fait que le gouvernement de Pashinyan se « lavait les mains » du Karabagh. “Je ne pense pas qu’il y aura quelque réelle négociation entre les autorités de l’Artsakh et l’Azerbaïdjan”, a indiqué Aghvan Vartanian, de l’alliance Hayastan, en ajoutant devant les journalistes : « Pendant des décennies, l’Arménie a été la garante de la sécurité de l’Artsakh ... Si elle renonce [à ce rôle] maintenant, pourquoi donc Aliiev accepterait-il de protéger les intérêts, les droits et la sécurité des Arméniens de l’ Artsakh ?” Taguhi Tovmasian, une députée de l’autre alliance d’opposition Pativ Unem, a de la même manière déclaré que Erevan devait continuer à représenter les Arméniens du Karabagh sur la scène internationale.

8.Le Courrier d’Erevan

11 octobre 2022

[Visite en Arménie d'Isabelle Dumont et Brice Roquefeuil \(courrier.am\)](#)

Visite en Arménie d'Isabelle Dumont et Brice Roquefeuil

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu Mme Isabelle Dumont, conseillère diplomatique adjointe du Président de la République française et M. Brice Roquefeuil, coprésident français du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Le Premier ministre a souligné le rôle de la France en qualité de pays coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE et a salué la visite de Mme Dumont et de M. Roquefeuil.

Les interlocuteurs ont discuté des questions liées à la mise en œuvre des accords conclus lors de la rencontre entre le Premier ministre Pashinyan et le Président français Emmanuel Macron qui s'est tenue à Paris le 26 septembre. Les côtés ont échangé leurs vues sur les résultats de la réunion quadrilatérale tenue à Prague entre le Premier ministre arménien, le Président français, le Président du Conseil européen et le Président azerbaïdjanais.

L'élaboration du traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la base de la Charte des Nations unies et de la déclaration d'Alma-Ata de 1991, ainsi que la mise en œuvre des travaux de démarcation de la frontière et l'assurance des activités de la mission civile de l'UE à la frontière arméno-azerbaïdjanaise ont été soulignées.

Les parties ont évoqué les questions de sécurité et de protection des droits des Arméniens du Haut-Karabagh, la création d'un mécanisme international pour les discussions entre Stepanakert et Bakou, et le retour des prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan.

Me même jour, la délégation française a été reçue par le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan. *

Les interlocuteurs ont échangé leurs points de vue sur la réunion quadrilatérale qui s'est tenue à Prague le 6 octobre.

La nécessité du retrait immédiat des forces armées azerbaïdjanaises du territoire souverain de la République d'Arménie, le rapatriement des prisonniers de guerre arméniens, ainsi que l'importance de l'introduction de mécanismes internationaux de contrôle et de supervision de la situation frontalière ont été soulignés. Dans ce contexte, les questions liées à l'accord conclu sur la mission civile de l'UE et le travail de la mission ont été discutées.

9.Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

[Washington salue les « pas positifs » de Pachinian et Aliev vers la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Washington salue les « pas positifs » de Pachinian et Aliev

vers la paix

Après son porte-parole adjoint Vedant Patel, qui s'était empressé de saluer la rencontre du premier ministre arménien Nikol Pachinian et du président azéri Ilham Aliev sous l'égide du président français Emmanuel Macron et du président du Conseil européen Charles Michel le vendredi 7 octobre à Prague en marge du premier sommet de la Communauté politique européenne, c'était au tour du Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken lui-même de féliciter lundi 10 octobre les dirigeants des deux ex-Républiques soviétiques ennemies du Sud Caucase pour ce qu'il a qualifié d' « avancées positives » vers la paix. Blinken a téléphoné à Pachinian et à Aliev pour exprimer sa « satisfaction pour les mesures positives qu'ont prises l'Azerbaïdjan et l'Arménie en direction d'un accord de paix durable, notamment les récents entretiens directs entre les ministres des affaires étrangères et les leaders » des deux pays, a indiqué le porte-parole du Département d'Etat américain Ned Price dans un communiqué relatif à son appel à Aliyev en ajoutant : « Il a souligné l'importance des discussions relatives aux droits et à la sécurité des habitants du Haut-Karabagh et la nécessité pour chaque partie de préserver le cessez-le-feu et de se concentrer sur un accord négocié, seule voie vers une paix durable ». Selon le gouvernement arménien, Blinken et Pachinian ont discuté des résultats du sommet de Prague et convenu de l'importance de la négociation d'un accord de paix arméno-azéri sur la base d'une reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale. Aliyev avait déclaré dans la capitale tchèque que les parties en conflit s'approchaient d'un tel traité, qui pourrait être signé, avait-il précisé, d'ici la fin de cette année. Les Etats-unis ont été à la pointe des efforts internationaux en vue de faire baisser les tensions de part et d'autre d'une frontière arméno-azérie contestée et d'avancer sur la voie d'un accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis les violents combats qui ont suivi l'agression des forces de Bakou contre le territoire de l'Arménie le 13 septembre, faisant au moins 280 soldats dans les deux camps en deux jours d'affrontements. Blinken avait organisé une rencontre trilatérale avec les ministres arménien et azerbaïdjanais des affaires étrangères à New York le 19 septembre en marge de l'Assemblée générale de l'Onu. Il leur avait aussi parlé au téléphone sous un format trilatéral peu avant le sommet de Prague, qui contribuait à marginaliser la Russie dans ce processus.

10. Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

[L'Azerbaïdjan expédie des dizaines de tonnes de munitions et de missiles à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan expédie des dizaines de tonnes de munitions et de missiles à l'Ukraine

Selon le site Avia.pro au cours des dernières semaines, l'Azerbaïdjan a transféré plusieurs dizaines de tonnes d'armes et de munitions diverses à l'Ukraine. Nous parlons d'armes de haute précision, de missiles, de munitions d'artillerie, de cartouches, etc., qui sont activement utilisées par l'armée ukrainienne pour frapper les régions de Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporozhye.

À ce jour, on sait que l'Azerbaïdjan fournit activement à l'Ukraine des bombes BK-3, des mines de 120 mm, des roquettes pour le Grad MLRS, des cartouches de calibres 7,62×39 et 5,45×39, ainsi que des bombes à chute libre FAB-250 et FAB -500 production soviétique. Les livraisons, ce qui est tout à fait remarquable, sont effectuées via le Soudan, qui était jusqu'à récemment considéré comme un allié russe en Afrique, ce qui soulève pas mal de questions sur de telles actions de Khartoum.

On sait que l'armée ukrainienne utilise déjà activement les munitions fournies par l'Azerbaïdjan, et compte tenu du fait que l'armée de l'air ukrainienne avait déjà reçu des chasseurs MiG-29 azerbaïdjanais, une telle coopération entre Bakou et Kyiv nuira évidemment gravement aux relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan.

Selon un certain nombre de données, dans un proche avenir, l'Azerbaïdjan pourrait même transférer en Ukraine un lot de ses drones kamikazes, qui ont été utilisés assez activement dans le conflit armé avec l'Arménie.

11. Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

[Mevlut Cavusoglu, l'homme des casernes - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Mevlut Cavusoglu, l'homme des casernes

En visite à Strasbourg le 9 octobre, Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères, a rencontré des représentants de la « communauté turque » de la ville. A cette occasion, il s'en est violemment pris aux Français d'origine arménienne en déclarant : « La diaspora arménienne de France est contre la normalisation des relations de l'Arménie avec la Turquie et l'Azerbaïdjan ». Il a ensuite exhorté ses compatriotes vivant en France à « lutter contre de telles manifestations. »

L'homme n'en n'est malheureusement pas à la première saillie du genre. En avril 2022, en visite officielle en Uruguay, il avait déjà déclenché un scandale national et international après avoir été filmé faisant le signe de reconnaissance du mouvement fasciste des « Loups gris » - interdit en France - face à un groupe de manifestants arméniens qui protestaient contre sa visite (voir la vidéo ci-dessous).

Turkish Foreign Minister Cavusoglu salutes the protestors marching for the Armenian genocide anniversary in Uruguay with the grey wolf sign.

Symbolising the Turkish nationalism, mainly used by the MHP, right wing nationalists. pic.twitter.com/QB0Lj7uL3Z

— Ragıp Soylu (@ragipsoylu) [April 23, 2022](https://twitter.com/RagipSoylu/status/1518111111111111111)

Manque de chance pour lui, le Président de l'Uruguay, premier pays au monde à avoir reconnu le Génocide des Arméniens, s'en est scandalisé et a fait immédiatement convoquer l'ambassadeur de Turquie par son ministère des affaires étrangères pour signifier la réprobation de son pays.

Pour rappel, le salut « fasciste », commun au nazisme, aux fascismes italien et

espagnol est interdit dans toute l'étendue de l'Union européenne.

Monsieur Cavusoglu qui est habituellement très soucieux du respect de l'honneur et de la souveraineté de son pays n'a certainement pas choisi la ville de Strasbourg au hasard.

D'abord parce que nul n'ignore que le premier magistrat de la ville, Madame Jeanne Barseghian, est une femme « d'origine arménienne », petite-fille de rescapés du Génocide de 1915, mais aussi parce qu'il nargue ainsi ouvertement, et en toute impunité, l'Union Européenne dans l'une de ses deux capitales. L'immunité diplomatique peut encourager certains à être plus courageux qu'ils ne le sont en vérité.

Aujourd'hui, l'ambassadeur de Turquie en France doit impérativement être convoqué par le Quai d'Orsay pour exiger des explications et des excuses de M. Cavusoglu.

De deux choses l'une. Si ce dernier s'adressait aux ressortissants turcs vivant en France, alors, la France doit lui rappeler qu'il viole la sécurité et l'ordre public d'un pays souverain qui a permis à des citoyens turcs de venir gagner leur vie chez nous, aux côtés de tous les Français, y compris ceux « d'origine arménienne »

Si son propos était destiné à des « français d'origine turque », alors, nous pourrions penser qu'il cherche ainsi à déstabiliser notre société en poussant des français à agresser d'autres français, comme on a pu le voir ces deux dernières années à Dijon ou à Vienne.

Enfin, le Quai d'Orsay devrait lui rappeler qu'il n'existe pas en France de « Diaspora arménienne ». La Turquie est sans doute l'un des derniers Etats à maintenir un statut de « minorités ». Dans notre pays, on peut trouver des « Français d'origine arménienne » et des « ressortissants de la République d'Arménie » dont beaucoup sont venus chercher asile en France pour échapper aux agressions meurtrières permanentes d'un certain Ilham Aliev.

Dans ma famille, lorsque j'étais enfant, on affublait souvent du sobriquet de « çavus » toute personne animée de velléités d'autoritarisme ou « bandant les muscles ». On disait alors d'elle, ou de lui, « Չավուզիս մեկն է ». Je n'ai découvert que bien plus tard que ce mot signifiait « sergent ». Le chef de la

« diplomatie » turque est donc au mieux un « sergent » qui se prend pour un « Pacha », titre que l'on donnait souvent autrefois aux généraux ottomans.

Ce monsieur peut tenter de jouer à l'homme des casernes chez lui, pas en France.

Bedros Nazarian

12.Les Nouvelles d'Arménie Magazine

10 octobre 2022

L'ouverture du consulat d'Iran dans la ville de Kapan en Arménie vise à renforcer les liens entre Erevan et Téhéran

L'ouverture du consulat d'Iran dans la ville de Kapan en Arménie vise à dynamiser les relations arméno-iraniennes, a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian dans ses remarques à Icana.

« Cette démarche, qui contribuera à renforcer la route de transit Nord-Sud, a été effectuée dans le but de développer et de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment dans le secteur économique. Le consulat iranien a commencé ses activités à Kapan », a déclaré Amir Abdollahian, cité par le Tehran Times, ajoutant qu'avec l'établissement du consulat, on assistera à l'expansion et à l'approfondissement des relations entre l'Iran et l'Arménie.

Morteza Abedin Varamin, le premier consul général de la République islamique d'Iran à Kapan, a récemment présenté son ordre de nomination au ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, rapporte le Tehran Times. Le ministre arménien a qualifié l'ouverture du consulat d'étape importante et symbolique, qu'il a décrite comme une volonté bilatérale d'approfondir et d'élever à un nouveau niveau la coopération entre les deux pays.

13. Les Nouvelles d'Arménie Magazine

11 octobre 2022

Ce qui est en train de changer

Sur fond de guerre en Ukraine, les derniers développements stratégiques et militaires, politiques et diplomatiques montrent que les lignes sont en train de bouger en Arménie. Réalité ou illusions ? De quoi s'agit-il au juste ?

La guerre en Ukraine tourne mal pour la Russie depuis la contre-offensive de l'armée ukrainienne à l'est et au sud du pays. Cette séquence dans laquelle d'autres conflits se réveillent - Arménie-Azerbaïdjan et Tadjikistan-Kirghizstan - laisse penser que la Russie a du mal à assurer la paix à ses frontières et à asseoir son statut de puissance. Tout en restant prudent, force est de constater que cette mauvaise passe russe constitue une nouvelle secousse dans l'ordre mondial comme si la tectonique des plaques géopolitiques était en train de redistribuer les cartes sur le pourtour de la Russie, et notamment d'une Arménie à la croisée des chemins. En effet, l'Arménie jouit d'un terrible paradoxe stratégique. Pour la Russie, l'Arménie est gouvernée par un régime pro-occidental issu de la Révolution de velours. Pour l'Occident, l'Arménie est l'alliée traditionnelle de la Russie dans le Caucase du Sud. Au-delà de ces représentations contradictoires, l'Arménie évolue dans un système international bouleversé : d'un côté, un vieil ordre mondial sous influence des démocraties, de l'autre, un monde post-occidental aux mains des autoritarismes : « Le monde se divise entre régimes démocratiques et régimes autoritaires », a martelé Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des Représentants, lors de ses séjours à Taïwan et à Erevan.

L'Amérique reconnaît la démocratie arménienne

C'est dans ce monde en pleine rhétorique de guerre froide que l'Arménie évolue désormais comme si la parenthèse du monde post-bipolaire se fermait derrière elle. Elle s'est ouverte avec la première guerre du Karabakh remportée militairement en 1994 mais pas politiquement. Elle a baissé le rideau en 2020-2022 avec une défaite militaire de l'Arménie sans pour autant savoir si elle

sera suivie d'une défaite politique. En fermant cette parenthèse post-bipolaire, tentons d'énumérer les changements structurels qui s'amorcent en Arménie au moment où l'heure est cruciale et, pour certains, tragique.

On assiste à un changement de paradigme géopolitique en vertu duquel les États-Unis ont annoncé que l'Arménie est une démocratie. Entre la reconnaissance du génocide des Arméniens par le président Joe Biden, la nomination de l'ambassadeur Philipp Reeker, un ténor de la diplomatie américaine au Groupe de Minsk en tant que coprésident des États-Unis (avec la Russie et la France), la forte hausse de l'aide américaine à l'Arménie et les propos de Nancy Pelosi sur le lien entre démocratie et sécurité, lors de sa visite - seulement - à Erevan, les États-Unis rappellent que le Caucase du Sud n'est pas une terre réservée à la Russie, la Turquie et l'Iran.

Pour la première fois depuis les guerres du Karabakh, Washington, par la voix du dépositaire de son pouvoir législatif et de la marque « États-Unis » dans le monde, a rompu avec la neutralité internationale et cette incessante recherche d'équilibre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, comme s'il n'y avait ni agresseur ni agressé dans ce conflit. Cette neutralité fait le jeu de Bakou. Elle cautionne toutes les provocations de son président Aliiev, dont la diplomatie se fonde sur un équilibre Occident-Russie et une démonétisation de la diplomatie arménienne. Après l'attaque de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, les 12 et 13 septembre, l'heure est à la condamnation de cette violation du droit international de la même manière que les puissances occidentales ont justement dénoncé l'invasion russe en Ukraine. À la diplomatie de l'Arménie d'insister sur l'urgence de mettre fin à cette impunité et de sortir du deux poids, deux mesures en matière de résolution des conflits et de médiations diplomatiques en cessant de faire le jeu de Bakou qui prétend que la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'ayant pas été déterminée, il est possible d'en définir unilatéralement le tracé. C'est oublier que les frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont été reconnues depuis 1991-1992, soit bien avant la perte des territoires azerbaïdjanais en 1993.

La balle dans le camps de Poutine

Parallèlement aux États-Unis, il revient aux Européens, et notamment la France, de rapprocher leur position de celle de leur allié outre-atlantique, en ce sens que, plus les puissances sortiront de leur neutralité déconcertante, plus l'Azerbaïdjan réfléchira à deux fois avant de s'en prendre à son voisin arménien. Sortir de cet équilibre est le premier pas dans l'idée de pointer du doigt l'agresseur

azerbaïdjanais. Les Européens ont les cartes en main pour changer de méthode auprès de Bakou et d'Ankara dans le but de faire respecter l'intégrité territoriale de l'Arménie au même titre que celle des autres États. Empêtrée en Ukraine, la Russie néglige ses responsabilités dans le reste de l'ex-URSS et se trouve contrainte de voir d'autres acteurs tenter une médiation dans le Caucase. En choisissant de ne pas répondre favorablement à la demande de l'Arménie au nom de l'article 4 de la Charte de l'Organisation pour le Traité de Sécurité Collective (OTSC), cette dernière brille par son inutilité et son impuissance. Si à Erevan, les appels à sortir de cette organisation de sécurité collective se multiplient au nom d'une souveraineté et du droit de se défendre, l'Arménie n'est pas obligée de rompre avec cette organisation. Elle peut juste enclencher un lent processus de sortie tout en faisant monter sa valeur stratégique auprès de la Russie. Moscou est-il prêt à sacrifier davantage son allié dans le Caucase du Sud ? La balle est dans le camp de Poutine.

De la même façon, l'Arménie peut aussi faire comprendre aux Occidentaux que s'il leur est impossible de livrer des armes aux Arméniens car Erevan est membre de l'OTSC, Washington et Paris peuvent au moins intensifier leurs efforts auprès de Bakou pour le dissuader d'attaquer l'Arménie. Si la médiation américaine, en cours, a pour but d'imposer un calendrier de rencontres aux différentes parties - le premier round a eu lieu, le 19 septembre, à New York, un prochain rendez-vous entre les trois ministres des affaires étrangères devrait avoir lieu à la fin du mois de septembre à Vienne - alors l'enchaînement et le rythme pourraient dissuader Bakou de toute nouvelle aventure, au prix de s'exposer davantage aux réactions américaines plus désavantageuses à son encontre, et pourquoi pas à des sanctions. Pourquoi l'Azerbaïdjan ne cesse de cacher le nombre de ses morts ? Ses populations civiles ne méritent-elles pas le respect de la part de la dynastie Aliiev ? On sait que le « body count » peut casser le moral des troupes. On sait que ce dernier et le soutien de l'arrière sont déterminants pour une nation en guerre. Mais dans l'opération des 12 et 13 septembre, demandons-nous si Bakou n'a pas sciemment refusé de communiquer le nombre exact de ses pertes, au motif qu'il serait exceptionnellement élevé comme si l'Arménie avait utilisé à titre expérimental des armes dernier cri. L'Arménie serait-elle en train de se rééquiper pour prévenir toute nouvelle agression ?

Le silence des forces de l'ancien régime

S'il y a bien un paramètre qui a changé chez les Arméniens, c'est bien la chute de

la russophilie. La Russie fait preuve de sa versatilité, de son arrogance et de son incapacité à assumer ses responsabilités en termes d'allié de l'Arménie à travers une OTSC inutile. Dorénavant, la Russie doit compter avec des populations arméniennes remontées contre le double langage du Kremlin. D'où le sentiment russophile en berne dans les rues d'Erevan. C'est un fait qui risque de structurer les esprits arméniens. En termes de perception des menaces, il est d'ailleurs étonnant de constater le silence des forces de l'Ancien Régime en Arménie : sont-elles totalement désemparées par la position cynique de leur parrain russe pour se replier dans un silence gênant ? L'heure n'est plus toutefois à la Nikolmania ou à la Nikolphobie, mais à l'union sacrée. n

Franck Gaillard

14.Nor Haratch

11 octobre 2022

[Pachinian et Blinken soulignent la nécessité du retrait des forces azerbaïdjanaises - Nor Haratch](#)

Pachinian et Blinken soulignent la nécessité du retrait des forces azerbaïdjanaises

Le Premier ministre Nikol Pachinian a eu une conversation téléphonique ce lundi avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken.

Le Premier ministre a hautement apprécié les efforts de la partie américaine visant à éliminer les conséquences de l'agression entreprise par les forces armées azerbaïdjanaises sur le territoire souverain de l'Arménie les 13 et 14 septembre et a souligné les mesures cohérentes dans cette direction. Les parties ont souligné la nécessité du retrait des forces armées azerbaïdjanaises du territoire souverain de la République d'Arménie et du maintien inconditionnel du régime de cessez-le-feu.

Les interlocuteurs ont évoqué les résultats de la réunion quadrilatérale du Premier ministre arménien, du président français, du président du Conseil de l'Europe et du président azerbaïdjanais tenue à Prague le 6 octobre.

L'élaboration d'un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la base de la charte des Nations unies et de la déclaration d'Alma-Ata de 1991, ainsi que la mise en œuvre des travaux de démarcation des frontières et la garantie des activités de la mission civile de l'UE à la frontière arméno-azerbaïdjanaise ont été abordées.

Ils ont également évoqué la sécurité et la protection des droits des Arméniens du Haut-Karabakh, la création d'un mécanisme international de discussions entre Stepanakert et Bakou, et le retour des prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan.

Le Premier ministre a également partagé les impressions de sa rencontre avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Antony Blinken a exprimé la volonté des États-Unis de contribuer au processus de négociation et à la paix et à la stabilité dans le Caucase du Sud à l'avenir.

15. Les Nouvelles d'Arménie Magazine

7 octobre 2022

L'Artsakh appelle les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE à reconnaître la République du Haut-Karabakh

Les factions parlementaires de la République de l'Artsakh ont publié une déclaration aujourd'hui, appelant les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE - la Russie, les États-Unis et la France, et les 190 autres États membres

des Nations Unies à reconnaître la République du Haut-Karabakh.

"Étant donné la reconnaissance de l'indépendance de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk par la Fédération de Russie et la réunification des territoires susmentionnés, des régions de Kherson et de Zaporizhzhia à la Russie le 30 septembre 2022, les factions de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh constatent que la République du Haut-Karabakh a parfaitement exercé son droit à l'autodétermination en 1991 d'un point de vue juridique, conformément aux normes du droit international, aux principes de la démocratie et à la législation de l'URSS en vigueur à l'époque. La communauté internationale a reconnu l'Azerbaïdjan comme un État indépendant dans les limites déterminées par la législation interne de l'URSS. Selon cette législation, au moment de l'accession de l'Azerbaïdjan à l'indépendance, le Haut-Karabakh n'avait rien à voir avec ce pays, sinon il n'aurait pas été inclus dans l'Organisation des Nations unies, et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan n'a donc rien à voir avec la République du Haut-Karabakh.

Acceptant le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples tel qu'inscrit dans l'article 1 de la Charte des Nations Unies, ainsi que l'arrêt de la Cour internationale de justice du 22 juillet 2010, selon lequel la déclaration d'indépendance du Kosovo n'a pas violé le droit international, les factions de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh appellent les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE - la Russie, les États-Unis, la France et les 190 autres États membres de l'ONU - à reconnaître la République du Haut-Karabakh, annulant ainsi les menaces existentielles les plus graves auxquelles sa population est confrontée", indique la déclaration.

La déclaration a été signée par les factions suivantes :

Patrie libre-UCA

Patrie unie

Justice

FRA

Parti démocratique d'Artsakh

16.Marianne

5 octobre 2022

« L'ARMÉNIE FAIT FIGURE DE MONNAIE D'ÉCHANGE ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE »

Propos de [Tigrane Yegavian](#) recueillis par Anne Dastakian

Alors que de choquantes vidéos d'apparents crimes de guerre commis par des soldats azéris en Arménie, circulent sur le net, après l'incursion de cette armée en territoire arménien, à la mi-septembre, Tigrane Yegavian*, chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et membre du comité de rédaction de la revue « Conflits », analyse le rôle de la Russie et de la Turquie dans cette nouvelle escalade, alors que le conflit s'enlise en Ukraine.

- Marianne : Une guerre sanglante au Nagorny Karabakh, en 2020, s'est achevée par un accord de cessez-le-feu sous l'égide de la Russie, qui s'avère précaire. D'autant que l'Azerbaïdjan est reparti à l'offensive le mois dernier, sur le territoire même de l'Arménie, faisant plus d'une centaine de morts. S'agit-il d'une nouvelle guerre qui s'ouvre, cette fois-ci entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Tigrane Yégavian : Il ne s'agit pas, selon moi, d'un conflit bilatéral entre ces deux pays voisins du Caucase, mais bien d'un conflit mondialisé, d'une sorte de « billard à plusieurs bandes » entre grandes puissances impérialistes - la Russie et la Turquie - dans lequel l'Arménie fait figure de monnaie d'échange, ou de variable d'ajustement. En 2020, à la faveur du conflit au Karabakh, où elle s'est refusée à intervenir, la Russie a obtenu ce qu'elle n'avait pu gagner en 1994, au moment de la première guerre du Karabakh : une force d'interposition, au prétexte d'une population civile à défendre. Mais, loin de vouloir défendre les Arméniens du Karabakh, Moscou veut avoir un levier de pression sur Bakou et revenir en force dans son « étranger proche ». La Russie récupère ce qu'elle considère comme sa zone d'influence. Mais aux yeux des Azéris, il s'agit d'une force d'occupation. Le Karabakh est devenu une province russe sans statut, où le

russe est désormais deuxième langue officielle, une sorte de protectorat à l'instar de la Transnistrie en Moldavie ou encore de l'exclave de Kaliningrad.

- Mais cette situation ne convient pas à l'Azerbaïdjan, qui ne cesse au Karabakh de grignoter les zones arméniennes, et s'en prend même directement à l'Arménie. Pourquoi la Russie laisse-t-elle faire ? Et quel jeu joue la Turquie dans ce billard ?

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'Azerbaïdjan repasse à l'offensive au Karabakh, et grignote les zones arméniennes, avec l'accord tacite de la Russie. Deux jours avant le début de la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine avait reçu son homologue azéri au Kremlin, pour signer un accord sur l'exportation de gaz russe. Bakou et Moscou, dont les entreprises publiques de gaz et de pétrole sont activement présentes en Azerbaïdjan, avaient signé un nouveau partenariat pour les exportations de gaz naturel des deux pays, en vertu duquel les Russes pourraient contourner les sanctions via leur partenaire azéri. La Turquie, quant à elle, voudrait répliquer au Caucase ce qu'elle a fait en Syrie, pour en chasser les Chrétiens au nord du pays. Depuis 1992-93, Ankara soutient Bakou par un blocus de l'Arménie, en fermant leur frontière commune, et fait tout pour dévitaliser le pays, pour l'étouffer. Oui l'Arménie est en danger, car l'Azerbaïdjan, qui lui est largement militairement supérieur grâce à ses revenus pétroliers, a clairement annoncé son intention d'attaquer et de capturer de nouveaux territoires au sud du pays.

- La Russie, au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), n'est-elle pas censée défendre l'intégrité territoriale de l'Arménie, en vertu de cette alliance militaire dont les deux pays sont membres ?

Certes, mais la question est de savoir ce qui constitue, en la matière, une ligne rouge pour la Russie, occupée par la guerre en Ukraine, et soucieuse de ne pas s'aliéner Bakou. L'Arménie, pour sa part, n'est pas en situation de quitter l'OTSC. Si elle avait envoyé un petit contingent en janvier dernier au Kazakhstan, à l'appel du président Tokayev, elle ne se fait guère d'illusion sur cet OTAN russe qui n'a de sécurité collective que le nom.

- Que cherche à obtenir l'Azerbaïdjan ? Certains, en Arménie, craignent la disparition complète du pays, emporté par l'alliance pan-turque...

Bakou veut la création d'un corridor extraterritorial, c'est-à-dire sans aucun contrôle extérieur, via le territoire arménien, entre l'Azerbaïdjan et le

Nakhitchevan (son exclave coincée entre l'Arménie et l'Iran). La Russie veut elle-même contrôler ce futur corridor. Or, notons que le point 9 de l'accord de cessez-le-feu signé par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie le 9 novembre 2020, ne mentionne aucun corridor souverain, juste une voie de communication ouverte aux biens et aux marchandises. L'Arménie, donc, refuse de renoncer à sa souveraineté sur son propre territoire. Pour arriver à ses fins, l'Azerbaïdjan a entrepris un inquiétant dépeçage du territoire arménien, avec l'apparente bénédiction de Moscou.

- La Russie est donc prête à sacrifier l'Arménie et à s'allier avec Bakou et Ankara ?

Entre la Russie et la Turquie, il ne s'agit pas d'une alliance mais d'un partenariat, d'une coopération compétitive. Si ces deux puissances impériales se sont fait la guerre une dizaine de fois au XIXe siècle, elles convergent désormais par leur rejet de l'Occident et leur interdépendance économique. Que pèse l'Arménie dans cette configuration ?

- Nancy Pelosi est récemment venue à Erevan dénoncer l'agression de l'Azerbaïdjan, et Emmanuel Macron a reçu fin septembre le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, avant de saisir le Conseil de sécurité à ce propos. Quel poids ont selon vous ces interventions, au moment où des vidéos d'apparents crimes de guerre azéris circulent sur le net ?

La visite de Nancy Pelosi a eu l'effet positif de braquer un tant soit peu les projecteurs des médias internationaux sur l'Arménie, complètement sortie des radars depuis 2020. Mais tout comme sa visite à Taïwan a rendu furieuse la Chine, celle-ci a irrité Moscou. Quant au président français, bien isolé sur la question au sein de l'UE (Bruxelles avait signé en juillet un accord important avec Bakou N.D.L.R.) il doit se cantonner à des efforts de médiation. Mais il est vrai que sa saisine du Conseil de sécurité de l'ONU, au moment où sont diffusées d'atroces vidéos d'apparents crimes de guerre azéris en Arménie, a un brin surpris en Azerbaïdjan...

*coauteur de Haut Karabakh, le livre noir (Ellipses 2022, 28 euros)

<https://www.marianne.net/.../larmenie-fait-figure-de...>

17.Valeurs Actuelles

5 octobre 2022

« L'ABANDON DE L'ARMENIE FACE A L'AZERBAÏDJAN ET SON PARRAIN TURC EST UNE HONTE »

Alors que l'Azerbaïdjan occupe désormais plus de 50 kilomètres carrés du territoire arménien dans l'indifférence générale, le député européen Nicolas Bay s'est rendu pendant quelques jours en Arménie avec le sénateur Stéphane Ravier. Le vice-président de Reconquête ! revient sur ce déplacement. Entretien. Aliev, Arménie, Artsakh, azerbaïdjan, erdogan, Haut-Karabagh, nicolas bay, Ursula von der Leyen, Zemmour

- Valeurs actuelles. Pourquoi avoir décidé de vous rendre en Arménie ?

Nicolas Bay. Avec le sénateur Stéphane Ravier, nous avons souhaité nous rendre en Arménie avant tout pour mettre en lumière cette agression de l'Azerbaïdjan. L'Arménie fut la première nation chrétienne du monde. Nous partageons les mêmes sources civilisationnelles, elle est unie par de puissants et profonds liens à l'Europe et encore davantage à la France. L'abandon de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan et son parrain turc est une honte.

- Qu'avez-vous vu, ressenti, pendant ces quelques jours ? Un moment, vous a-t-il particulièrement touché ?

Ce fut un voyage émouvant et éprouvant. Nous avons été accueillis par les maires de villages bombardés. Nous avons rencontré des blessés. Et nous avons participé à la veillée funéraire d'une famille qui venait de récupérer le corps d'un fils, d'un mari, d'un père. Un corps si mutilé que, contrairement à la tradition, le cercueil ne pouvait être gardé ouvert... Difficile d'oublier les larmes d'un petit garçon dont le père est mort en se battant pour son pays bien sûr, mais aussi, très concrètement, pour protéger les siens.

- Comment les Arméniens se sentent-ils ?

Ils se sentent abandonnés ! Clairement. Beaucoup sont conscients que sans aide, la supériorité de l'ennemi, avec le soutien de la Turquie d'Erdogan, ne leur laissera aucune chance. L'Arménie est un petit pays chrétien de 3 millions d'habitants bordé de part et d'autres par l'Azerbaïdjan et la Turquie, deux pays musulmans comptant respectivement 10 et 90 millions d'habitants... Pour autant, leur courage - celui des peuples qui ont traversé les drames et les épreuves - force l'admiration. Résumons celui-ci par ces quelques mots prononcés devant nous par le Maire de Kut devant sa mairie marqué par les impacts d'obus : « Peu importe si notre sang coule, pourvu que flotte notre drapeau. »

- Vous êtes député européen, votre déplacement en Arménie coïncide-t-il avec la venue récente d'Ursula von der Leyen à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan?

Ce déplacement, et toute l'attitude de la présidente de la Commission européenne, illustrent à merveille le double-standard permanent de l'Union. Imaginez qu'après les exactions commises en Artsakh (le "Haut-Karabagh") lors de l'agression azerbaïdjanaise voici deux ans, Ursula von der Leyen a tout de même osé parler d'un « partenaire fiable ». Les technocrates de Bruxelles nous avaient pourtant habitués, s'agissant de l'"Etat de droit" ou encore des "droits fondamentaux", à beaucoup de rigidité. Mais manifestement, rien ne les empêche de faire du dictateur Aliev un "partenaire" et même de doubler notre dépendance au gaz provenant d'Azerbaïdjan. Je ne peux que relayer les interrogations des Arméniens qui, constatant l'intransigeance avec Moscou et la complaisance avec Bakou, se demandent pourquoi leurs vies semblent compter si peu aux yeux des institutions européennes...

- Comment l'UE devrait-elle se positionner dans ce conflit ?

En parlant clairement ! L'Union européenne devrait dénoncer les crimes de guerre d'Aliev et les objectifs impérialistes d'Erdogan. Les Européens, avec la France en première ligne et en phare, devraient d'abord apporter leur soutien humanitaire et ensuite se servir de leur force diplomatique pour peser dans ce conflit. Ne nous trompons pas : au-delà même de notre amitié pour le peuple arménien et des liens civilisationnels nous unissant, nous sommes concernés par ce qui se déroule là-bas.

Lors de son déplacement en Arménie pendant la campagne présidentielle, Éric

Zemmour déclarait : « Emmanuel Macron n'est pris au sérieux ni par Poutine ni par Erdogan. Ces gens-là ne respectent que des gens comme eux : des patriotes et des nationalistes. » Partagez-vous son analyse ? Quel doit-être le rôle de la France ?

Je partage évidemment cette analyse d'Éric Zemmour, et réclame pour la France et l'Europe, une vraie stratégie de politique internationale. Et oui, disons-le nettement, cela passe non seulement par une voix forte mais par une France forte ! La France, puissance nucléaire, membre du Conseil de sécurité des Nations-Unies, avec sa tradition diplomatique d'équilibre et sa voix toujours attendue, a un rôle singulier à jouer. Encore faut-il le vouloir. En septembre 2021, des macronistes proposaient de céder le siège de la France au Conseil de sécurité. Il y a quelques jours à peine, Emmanuel Macron proposait d'y faire entrer de nouveaux membres, ce qui - quel que soit le respect que l'on pourrait avoir pour ces pays et leur parole, et sans même préjuger de leur attitude - reviendrait de fait à diluer notre influence. Comment mieux illustrer que l'on renonce à toute volonté de puissance ? Et comment dès lors être pris au sérieux par des dirigeants tels que Poutine ou Erdogan ?

- La Russie joue-t-elle encore un rôle dans la région ?

La Russie avait participé à la négociation du cessez-le-feu de 2020 dont elle était en partie garante. Elle jouait son rôle, dans sa sphère d'influence composée des anciennes républiques soviétiques de sa frontière sud, protégeant ainsi les chrétiens. Mais l'aide apportée à l'Arménie était déjà timide, surtout en comparaison du soutien massif de la Turquie à l'Azerbaïdjan. Depuis son invasion de l'Ukraine (accompagnée de surcroît d'un relatif rapprochement avec la Turquie), la Russie ne semble plus en capacité de peser, et l'on peut craindre que les conflits frontaliers et ethniques se multiplient dans cette zone.

- Percevez-vous une incohérence au sein de notre classe politico-médiatique, prompte à dénoncer les agissements de Poutine en Ukraine, mais muet sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Comment ne pas les percevoir ? Ces incohérences sont de plus en plus visibles et flagrantes. Par notre modeste témoignage, c'est cette cécité et ce silence que nous voulons tenter de briser. C'est ce que nous ont demandé tous les Arméniens que nous avons rencontrés : ramener la vérité avec nous.

18.Le Point

6 octobre 2022

ARMÉNIE, VOYAGE DANS LE PAYS SACRIFIÉ

Par Marine de Tilly, envoyée spéciale en Arménie

REPORTAGE. De nouveau agressée par l'Azerbaïdjan le 13 septembre, la République arménienne craint pour sa survie. Dans le silence de ses alliés.

Ilham Aliyev est un dictateur qui embastille tout opposant en Azerbaïdjan depuis dix-neuf ans ; un chef de guerre qui exalte les crimes perpétrés par son armée - et en fait même des musées ; un néosultan qui distrait l'Occident avec des hymnes laïques tout en encourageant des extrémistes religieux à agir en mandataires politiques ; et un revanchard nul en Histoire qui considère l'Arménie comme un « territoire occupé qu'il faut libérer » ; mais il n'est pas un cachottier. Le 22 septembre à Latchine, corridor vital reliant naguère l'Arménie au Haut-Karabakh (et que son armée a pris de force lors d'une offensive éclair début août), il n'a, comme à son habitude, pas fait mystère de ses ambitions.

« Aucun appel téléphonique, aucune déclaration ou initiative, rien ni personne ne peut nous arrêter. Personne ne peut dire où passe la frontière, donc personne ne peut nous accuser d'envahir l'Arménie. » Sa cible n'est désormais plus le seul territoire enclavé du Haut-Karabakh, devenu en grande partie azerbaïdjanais depuis la guerre de 2020, mais celui, souverain, de l'Arménie. Dès le lendemain, le président turc Recep Tayyip Erdogan soutenait les déclarations de son allié : « De nouvelles initiatives seront prises en concertation avec mon frère Ilham Aliyev. Un plan est en cours d'élaboration. » En cours « d'exécution », plutôt. Car depuis le 13 septembre, les frontières, si poreuses, entre les deux pays, sont en feu. En riposte à des « provocations » justifie Bakou, « les unités de l'armée azerbaïdjanaise ont pris les mesures de rétorsion adéquates » avec tirs intensifs de mortiers, emploi d'armes de gros calibre et mise en oeuvre des drones turcs Bayraktar TB2, de nuit, sur six fronts et des dizaines de villages endormis. Bilan :

197 victimes militaires, 4 civiles, 7 600 déplacés (ou redéplacés du Haut-Karabakh) et plus de 40 kilomètres raflés au territoire arménien. Et pourtant il avait prévenu, Aliyev. Il prévient toujours.

Ce n'est pas la première fois, depuis les accords de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, que l'Azerbaïdjan ne cesse pas le feu sur les frontières orientales arméniennes - Latchine était la dernière en date. Et pas plus que les précédentes, cette agression n'empêchera le gaz azerbaïdjanais de couler dans toute l'Europe cet hiver et ceux d'après. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a signé en juillet un protocole d'accord avec l'Azerbaïdjan visant à doubler les importations de gaz naturel pour atteindre au moins 20 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2027, a réaffirmé le 1er octobre, à Sofia, en présence d'Ilham Aliyev, combien l'Europe comptait sur Bakou pour compenser le gaz russe dont elle doit se passer depuis que Vladimir Poutine a fermé les robinets. Ce n'est pas la première fois, mais c'est l'attaque la plus spectaculaire, et la plus meurtrière aussi.

ORAGE D'ACIER

« Vers minuit, un premier obus est tombé devant chez nous, raconte Slavik, mineur dans le village frontalier de Sotk. J'étais en slip, je suis sorti quand même. C'était le déluge, le ciel était rouge. Je me suis dit "ça y est, la guerre a commencé". J'ai pris ma femme et mon fils et le temps que les Azerbaïdjanais arment le suivant, on s'est enfui en rampant. » Même « orage d'acier » à Verasten, dans les faubourgs de Goris, où les habitants dorment désormais un jour sur deux dans les grottes, « comme au premier âge de l'humanité, ou de l'inhumanité », soupire Ella, 83 ans. Son petit-fils, Grugen, professeur de mathématiques, l'a lui aussi échappée belle : « Il était tard et je corrigeais encore mes copies. J'ai entendu des tirs, probablement dans la forêt, à côté. Je suis allé voir sur la terrasse et bien m'en a pris, car un obus est alors tombé dans ma chambre. Je n'ai rien eu, je suis un miraculé. »

Les habitants dorment désormais un jour sur deux dans les grottes, "comme au premier âge de l'humanité, ou de l'inhumanité".

Artur, berger dans le village de Ther, n'a pas eu cette chance. « On descendait le bétail de la colline, raconte son père, Maïs, quand un obus lui est tombé sur la tête. Je l'ai mis dans la voiture et j'ai foncé, ça tombait de partout. Quand je me

suis retourné pour voir si Artur tenait le coup, sa cervelle était à côté de lui. » À Djermouk, paisible station thermale où plus d'une centaine de soldats arméniens sont morts durant l'attaque, où les obus ont ciblé jusqu'aux tombes du cimetière, où les Azerbaïdjanais ont percé les lignes de défense sur 8 kilomètres de profondeur (ils sont désormais à moins de 4 kilomètres du village), et où la tension pèse lourd aux tempes et aux yeux, un colonel arménien présent ce jour-là n'en revient toujours pas : « Dans la ville, c'était le cauchemar, les hôtels étaient pleins à craquer. Et sur les positions, on était à 10 contre 100. Nos gars de 18 ans, nez à nez avec les ninjas des forces spéciales turques. Qui ont fait ce qu'ils font le mieux : les sauvages. »

CORRIDOR

De la vallée du Voghji aux rives orientales du lac Sevan, le long de 250 kilomètres de frontière, sur les positions militaires et dans des dizaines de villages où les gens sont en état de sidération, les témoignages d'effroi pleuvent aujourd'hui autant que les bombes hier. À Sotk, le maire parle de 1 000 obus tombés en une nuit. « C'est de l'acharnement, résume Valeri, qui vit désormais dans sa voiture. Nous voulons la paix, ils veulent l'Arménie. Mais qui peut dire qu'ils ne veulent pas aussi les Arméniens ? »

La « question » est territoriale. Géostratégique, économique. L'Azerbaïdjan et son allié turc entendent imposer, par la force, le corridor, une voie terrestre reliant l'Azerbaïdjan à l'exclave du Nakhitchevan (vidée de sa population arménienne en 1990). Mais pour les Arméniens, la « question » est aussi existentielle. « Aliyev ne s'arrêtera jamais répète Arevik, il ira même à Erevan ! Notre pays se referme sur nous et tous nos enfants sont couchés au cimetière. Après le génocide de nos aïeux en Turquie, voilà celui de nos enfants chez nous. Cette fois c'est la bonne. Nous vivons notre propre fin. » Seule au monde sous le néon intermittent de sa maison bombardée, elle semble flotter comme une particule atomisée au lendemain de la peur et à la veille de la mort. Mais elle a raison, Arevik, « celle qui brille comme le soleil ». Dès 2013, Aliyev lui-même ne disait pas autre chose : « A l'avenir, les Azerbaïdjanais vivront sur leurs terres historiques : les régions de Zanguezour et d'Erevan. »

DOUBLE PEINE

Le voilà, le grand projet, le « plan en cours d'élaboration », le rêve panturc

consistant à recréer l'unité géographique des peuples turciques, depuis la Turquie jusqu'à l'Asie centrale en passant par l'Azerbaïdjan. Un coup d'oeil à la carte suffit à éclairer le noir dessein : l'Arménie est sur le chemin, pile, entre Bakou et Ankara. Au crépuscule, entre chien et loup. Le corridor infligerait non seulement à l'Arménie la perte de sa souveraineté sur une portion mal définie de son territoire ; mais il condamnerait sa communication vitale avec le voisin iranien (35 kilomètres de frontières). La peine est double, et lourde. Mais ce n'est probablement qu'une étape, « juste » un pas de plus vers la « République du Goycha-Zanguezour » dont rêvent les nationalistes azerbaïdjanais (avec drapeau, Parlement et même hymne).

Et les Russes, les traditionnels protecteurs de l'Arménie ? À cette question, la réponse, mille fois entendue, est la même : « Ils ne servent à rien ! Comme tous les autres, ils nous ont lâchés. » « Ne croyons pas aux amis bienveillants, au triomphe inévitable de la justice ou à la manipulation intelligente des superpuissances », disait Monte Melkonian, héros de la première guerre du Haut-Karabakh tombé en 1993 à Merzili. Les Arméniens en (re)font la douloureuse expérience. Dans ce jeu d'échecs géopolitique où leur pays n'est qu'un pion solitaire, broyé par la guerre de 2020 et étrangement désarmé (ce n'est que le 29 septembre, sous pression, que le gouvernement annonça l'augmentation du budget militaire de l'Arménie de 47,2 % pour 2023), la Russie rédemptrice d'hier joue profil - très - bas aujourd'hui. Au premier obus fiché dans le sol arménien, Erevan faisait appel à son partenaire stratégique russe et patron de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002 pour « le renforcement de la paix, internationale et régionale ». En vain. Moscou ne répond pas. Moscou a d'autres « néonazis » à fouetter en Ukraine. Ses 2 000 soldats « de la paix » basés le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise n'ont pas cillé. À Karashen, des habitants affirment même que certains auraient quitté leurs positions ; et dans le village de Yeraskh, épargné pour cette fois mais qui ressemble à un bled du Far West juste avant le passage de la « brute » et du « truand », ce sont de jeunes conscrits arméniens qui squattent le poste russe déserté. Ce n'est peut-être pas un hasard, cette attaque des 13 et 14 septembre, au lendemain des revers russes dans le Donbass. Pour Bakou, quelle aubaine, cette guerre en Ukraine. D'une, le monde entier la regarde - à juste titre - et ne voit plus qu'elle. De deux, le tsar y reçoit des coups et des sanctions qui le contraignent à trouver de nouvelles voies d'approvisionnement (pourquoi pas le corridor ?) et à tout accepter de son meilleur ennemi turc. De trois, l'Occident tergiverse, réaffirme son « attachement

à l'Arménie » ou pleure des larmes de crocodile, mais ne renonce pas aux hydrocarbures azerbaïdjanais.

VLADIMIR POUTINE REGARDE SES PIEDS. L'EUROPE EST PENDUE AU GAZ ET AU PETROLE DE BAKOU.

Les Américains se disent aux côtés de l'Arménie, mais, comme les Européens, siègent du même côté que la Turquie à l'Otan. Aliyev et Erdogan sont bouffis de confiance et d'impunité. La voie est libre. Et l'Arménie seule, entre les mains d'un Premier ministre de plus en plus contesté, Nikol Pachinian, pourtant réélu haut la main en juin 2021. « Traître », « incapable », « destructeur de la nation », dit la voix robotique du traducteur Google d'un jeune homme de Goris qui tient à être parfaitement compris... Dans les régions frontalières, les épithètes et attributs peu aimables à l'endroit de « Nikol » ne manquent pas. « Pachinian est un Turc ! crie Arsène, vétéran de la première guerre du Haut-Karabakh (1988-1994) dans une rue de Yeraskh. Un Arménien n'aurait jamais fait ça. Je lui crache à la figure ! » Le premier jour des affrontements, Nikol Pachinian a déclaré être « d'accord pour signer un document qui apporterait une paix durable à l'Arménie sur son territoire de 29 800 kilomètres carrés ». Ainsi énoncée officiellement, sa concession sur le Karabakh provoque un tollé général. Manifestations à Erevan ; colère sourde aux frontières, où les habitants ne comptent plus que sur eux-mêmes.

HEROÏQUE DETERMINATION.

À Chournoukh, coupé en deux par la « frontière de la défaite », Laura, 24 ans, ne cache ni sa peur - « on dort tous habillés, et armés » - ni sa volonté d'en découdre : « Ils ont volé la moitié de notre village, ils ne prendront pas l'autre. On résistera. Pour notre pays, notre langue, notre culture. » Même héroïque détermination au fond de la vallée, à Vorotan, où « ce n'est ni Pachinian ni les Turcs ni un GPS russe ou même américain qui décidera où je suis chez moi », proteste David. « Pendant trente ans, les Azerbaïdjanais ont eu peur de nous. Depuis que le traître est là, regardez comment ils nous traitent ! Qu'ils viennent, on est prêts. » Depuis sa terrasse avec vue panoramique sur le poste azerbaïdjanais, entre deux shots d'eau-de-vie partagés avec ses sept compagnons d'armes, Mher résume : « Nous sommes la porte de l'Arménie. Nous sommes les premiers, et nous nous battons jusqu'au dernier. »

Que pèsera (et surtout pour combien de temps) le courage de David, de Laura, de Mher, de Slavik, de Grugen et des autres - les « chiens arméniens » disait Aliyev - face aux prédateurs ottomans ? « Nous sommes sur notre propre terre et nous la protégeons, conclut le président Aliyev sous le drapeau de la République démocratique d'Azerbaïdjan tout juste planté dans la boue de Latchine. Nous l'avons encore démontré le 13 septembre. Notre armée a remis l'ennemi à sa place. J'espère que cela lui servira enfin de leçon. » Il avait prévenu, Aliyev. Il prévient toujours. Mais qui l'écoute ?

19.Tribune

8 octobre 2022

LA CLÉ DU GAZ, C'EST NOUS, RAPPELLE BAKOU A LA SUISSE

Par Pierre-Alexandre Sallier

En réponse à des encarts dans la presse sur la « disparition de l'Arménie », l'Azerbaïdjan met en garde Berne.

Un communiqué de trois pages de l'ambassade d'Azerbaïdjan jeudi, en réponse à des tribunes sur la « menace d'une disparition de l'Arménie » publiées dans la presse helvétique, ne s'encombre d'aucune circonvolution diplomatique. L'ex-république soviétique pétro-gazière met en garde la Suisse en termes à peine voilés. En rappelant le rôle incontournable qu'elle entend jouer dans la crise énergétique qui étouffe l'Europe, depuis le début de la guerre en Ukraine.

Cet avertissement survient alors que les chefs de la diplomatie de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan se sont rencontrés dimanche dernier à Genève, à la suite d'attaques frontalières meurtrières. Il y a deux ans, la guerre entre les deux pays a fait plus de 6500 morts et conduit l'Arménie à devoir céder des territoires à Bakou.

En début de semaine, les encarts de l'association Suisse-Arménie dénonçaient les exactions d' « une guerre financée depuis la Suisse, grâce aux ventes de pétrole

et de gaz azéris par la SOCAR » . Dans un communiqué déconcertant, l'ambassade d'Azerbaïdjan « recommande aux médias suisses de ne pas faire appel uniquement aux émotions, qui ne sont pas approuvées par la loi » .

La représentation azérie souligne surtout que ces « publications anti-azerbaïdjanaises ont commencé le jour de l'ouverture de nouvelles infrastructures sur le Southern Gas Corridor qui vont permettre de doubler les livraisons de gaz vers l'Ouest » . Et ce alors que « la sécurité énergétique de l'Europe n'a jamais fait face à autant de défis » , enfonce le texte. Cette revendication d'un rôle stratégique crucial s'appuie sur l'accord signé en juillet entre l'UE et l'Azerbaïdjan afin d'obtenir une forte augmentation des livraisons de gaz.

La diplomatie azérie rappelle que cette dépendance « est particulièrement visible dans les relations avec la Suisse, où 70% des réservoirs de gaz naturel proviennent au départ de livraisons d'Azerbaïdjan » . Une mise en garde claire.

Sauf que cette dépendance n'est en rien corroborée pas les importateurs de gaz. Du côté de la Suisse romande, tout le gaz est stocké en France - et constitué d'un cocktail qui n'est de loin pas dominé par le celui de la Caspienne. D'autant moins qu'un accord vient d'être annoncé cette semaine entre Gaznat et la Norvège. Même constat pour les stocks destinés à la partie alémanique du pays, situés outre-Rhin.

20.La Nouvelle République

8 octobre 2022

ARMÉNIE - AZERBAÏDJAN : UNE GUERRE SANS FIN, DANS L'ANGLE MORT DU CONFLIT

UKRAINIEN

Écrasée par les images quotidiennes de l'Ukraine, la nouvelle attaque de l'Arménie par l'Azerbaïdjan à la mi-septembre est passée quasi inaperçue. Elle dépasse pourtant largement les enjeux locaux.

Ne pas se fier aveuglément aux poignées de mains officielles et toutes récentes ni aux sommets internationaux, loin des réalités du terrain.

Pendant le conflit ukrainien, les horreurs de la guerre poursuivent leur chemin à bas bruit au Caucase. Voici moins d'un mois, dans la nuit du 12 au 13 septembre 2022, l'Azerbaïdjan bombardait plusieurs positions dans l'est et le sud-est de sa voisine l'Arménie.

Sortie très à son avantage du conflit qui les opposait sur le Haut Karabagh, deux ans auparavant à l'automne 2020, la pétro-dictature d'Ilham Aliyev a cru pouvoir récidiver au début de l'automne. L'opération permet de grappiller 50 km² mais laisse au moins 300 morts sur le terrain, en quelques heures.

Angle mort médiatique

Des vidéos révoltantes d'exactions tournées par les agresseurs azéris se répandent sur les réseaux sociaux, provoquant l'émoi de la communauté internationale.

La France, par la voix de Catherine Colonna, ministre des affaires étrangères, réclame une enquête impartiale. L'inquiétude onusienne est officielle. Le régime de Bakou n'imaginait pas une réaction de cette ampleur, pensant opérer à couvert des médias, aspirés par le suivi de la guerre ukrainienne. Raté donc.

Pour autant, ce conflit qui ne peut être réduit à ses dimensions locales, se poursuit dans l'angle mort de l'attention internationale. L'Europe, arbitre inflexible de la morale politique, se bouche les oreilles lorsque le canon azéri tonne au Karabagh.

Le nom de l'Azerbaïdjan n'est revenu brièvement au premier plan que le 18 juillet dernier, à l'occasion de la signature d'un accord gazier de sauvetage avec l'UE.

Une « fenêtre de tir » en somme, pour le régime de la dynastie Aliyev qui tente

d'accélérer le mouvement, perçu en sa faveur.

L'un des objectifs territoriaux anciens est d'ouvrir un corridor azéri souverain via le sud-ouest arménien vers le Nakhitchevan, une micro-république autonome de 400.000 habitants.

De langue azérie, musulmane chiite et de souche turque ou tatare, la population de cette exclave d'Azerbaïdjan s'est « désarménisée » par le feu et le sang au fil du siècle précédent.

Et cette tenaille des Azéris, au nord par le Karabagh puis au sud sur le Nakhitchevan, vise surtout à « rétrécir encore les frontières de l'Arménie sur la base d'une capitulation militaire », résume Tigrane Yégavian.

Une nouvelle tragédie arménienne se dessine, le sujet dépasse sa stricte emprise géographique, juge cet expert du Caucase et du Moyen Orient, auteur d'une récente Géopolitique de l'Arménie chez Bibliomonde.

« L'Arménie n'est qu'une pièce sur l'échiquier géopolitique régional. L'Azerbaïdjan en est une autre. Nous assistons au retour des anciens empires, la Russie, la Turquie, auxquels s'ajoutent les manœuvres de puissances régionales opposées, Israël et l'Iran. »

Influences russe et turque

Russes et Turcs, souvent concurrents et parfois complices, tentent d'introduire au Caucase « le schéma syrien fait d'escalades et de désescalades, d'avancées et de replis sur le terrain, de territoires concédés ».

Les premiers, tenant traditionnellement le Caucase comme leur jardin, maintiennent, depuis le cessez-le-feu officiel de 2020, 2.000 soldats au Karabagh comme force d'interposition. Tigrane Yégavian y voit surtout le moyen pour Moscou de réintégrer cet « étranger proche », constante de la politique extérieure russe.

Les seconds restent les alliés indéfectibles des Azéris, peuple jumeau. Israël, fournisseur militaire de Bakou, maintient des liens stratégiques et très intéressés avec l'État pétrolifère, « arrière-cour de l'Iran ».

Les États-Unis tentent de percer dans ce périmètre compliqué, profitant de

l'affaiblissement russe en Ukraine et visant un poste d'observation sur la région, l'Iran en particulier.

« Les Russes sont les proxénètes de l'Arménie, les Occidentaux jouent les fossoyeurs mais les Azéris (soutenus par les Turcs) en sont les assassins », métaphorise Tigrane Yégavian, peu optimiste sur les perspectives immédiates.

Haine arménophobe

Jusqu'où iront les troupes de Bakou, shootées à la haine arménophobe depuis trente ans ? Quelle est la ligne rouge de la Russie, aujourd'hui engluée dans le conflit ukrainien ?

Le spécialiste de l'Histoire diplomatique renvoie à l'année 1920, où l'armée kémaliste, cinq ans après le génocide des Arméniens de Turquie, lance une offensive sur le territoire résiduel de l'Arménie. « Les bolcheviques sont intervenus, en effet, mais pour soviétiser le pays. »

12.Nor Haratch

11 octobre 2022

[ՍԹՐԱԶՊՈՒՐԿ - ԵՒՆՎ-ի նիստին քննարկուած են Ազերպայճանի եւ Հայաստանի միջեւ տեղի ունեցող ռազմական գործողութիւններուն վերաբերող հարցեր - Նոր Յառաջ \(norharatch.com\)](https://www.norharatch.com)

**ՍԹՐԱԶՊՈՒՐԿ - ԵՒՆՎ-ի նիստին
քննարկուած են Ազերպայճանի
եւ Հայաստանի միջեւ տեղի
ունեցող ռազմական**

գործողութիւններուն վերաբերող հարցեր

Եւրոպայի խորհուրդի խորհրդարանական վեհաժողովին (ԵԽՏՎ) մէջ Հայաստանի Ազգային ժողովի պատուիրակութեան ղեկավար Ռուբեն Ռուբինեան, Վեհաժողովի պատուիրակութեան անդամներ՝ Հայաստանի Ազգային ժողովի պետական-իրաւական հարցերու մնայուն յանձնաժողովի նախագահ Վլատիմիր Վարդանեան, Արտաքին յարաբերութիւններու մնայուն յանձնաժողովի նախագահ Էդուարդ Աղաջանեան, Երեսփոխաններ Սոնա Ղազարեան, Արուսեակ Ջուլիակեան, Արմէն Գեորգեան, Արմէն Ռուստամեան եւ Հայկ Մամիջանեան կը մասնակցին Սթրասպուրկ ընթացող Վեհաժողովի նստաշրջանի աշխատանքներուն:

Հոկտեմբեր 10-ին քննարկուած են Ազերպայճանի եւ Հայաստանի միջեւ տեղի ունեցող ռազմական գործողութիւններուն, ներառեալ բնակավայրերու եւ քաղաքացիական ենթակառոյցներու վրայ յարձակումներուն առնչուող հարցեր:

Քննարկման ժամանակ իռլանտացի երեսփոխան Փօլ Կեվըն յայտարարած է, թէ անընդունելի է, որ երկիր մը ներխուժէ դրացի պետութեան ինքնիշխան տարածք: Ան ընդգծած է, որ ռազմական գործողութիւնները տեղի ունեցած են Հայաստանի տարածքին մէջ: *“Աւելի՛ն, հարուածներ հասցուած են բնակավայրերուն եւ քաղաքացիական ենթակառոյցներուն: Այդ ամէնը փաստագրուած է: Հարուածներ հասցուած են Ջերմուկին, ուր կան բազմաթիւ բնակավայրեր եւ գբօսաշրջային շինութիւններ, ինչպէս նաեւ ճոպանուղին: Վնասուած է 200 տուն եւ քաղաքապետարանի շէնքը, տեղահանուած են հազարաւոր մարդիկ: Ազերպայճան չի հերքեր այդ հարուածները, բայց Հայաստանը կ’ամբաստանէ գրգռութիւններ հրահրելու մեղադրանքով, որ դարձեալ անընդունելի է”*, - շեշտած է իռլանտացի երեսփոխանը:

ԵԽՏՎ-ի մէջ Ֆրանսայի պատուիրակ.-

«Ազերպայճան պետք է իր զօրքերը դուրս բերէ Հայաստանի տարածքէն»

ԵԽԽՎ-ի նիստին, ֆրանսացի պատուիրակ, ծերակուտական ժագ լը Նեյ ելոյթ ունենալով նշած է, թէ Հայաստանի հողային ամբողջականութիւնը պետք է յարգուի, եւ Ազերպայճան պետք է իր զօրքերը ետ քաշէ հայկական տարածքէն՝ համաձայն 2020 Նոյեմբեր 10-ի հրադադարի պայմանագրին:

Նեյ դատապարտած եւ անընդունելի համարած է ուժի կիրարկումը: Անդրադառնալով ազերի յատուկ ջոկատներու կողմէ հայ զինուորները գնդակահարելու տեսանկէպին՝ ան կոչ ըրած է հետաքննելու եւ պատասխանատուութեան ենթարկելու բոլոր յանցաւորները, որոնք կը խոշտանգեն ու կը սպանեն անզէն հայ զինուորները:

“Միջազգային հանրութիւնը չի կրնար անտարբեր մնալ տարածաշրջանին մէջ տիրող իրավիճակին նկատմամբ: Եւրոպական Միութիւնը, Միացեալ Նահանգները, ինչպէս նաեւ Ռուսաստանն ու Թուրքիան պետք է միասին աշխատին այս հակամարտութիւնը կարգաւորելու համար: Սակայն միջազգային հանրութիւնը պիտի չկարողանայ համախմբուիլ Ուքրաինայի պատերազմի լոյսին տակ, որ իր հետեւանքները ունի Հայաստանի եւ Ազերպայճանի համար: Ի վերջոյ, Ռուսաստան ակելի քան երբեք մեկուսացուած է, պատրաստ չէ նպաստելու քննարկումներուն: Հետեւաբար, մենք պետք է իրագել դարձնենք եւ տեղեկացնենք՝ ի շահ տարածաշրջանի խաղաղութեան”, - ընդգծած է ժագ լը Նեյ:

Հայ ռազմագերիներու գնդակահարութեան տեսանկէպին գծով՝ Պուրիչի նամակը Պայրամովին

Եւրոպայի խորհուրդի ընդհանուր քարտուղարուհի Մարիա Փեյչինովիչ Պուրիչ նամակ մը յղած է Ազերպայճանի Արտաքին գործոց նախարար Ճեյիուն Պայրամովին՝ խնդրելով մանրամասն եւ ճշգրիտ տեղեկութիւն տրամադրել՝ Հայ ռազմագերիներու գնդակահարութեան տեսանկէպին հարցով Ազերպայճանի իշխանութիւններու ձեռնարկած քայլերուն մասին:

Պուրիչի նամակը հրապարակուած է Եւրոպայի խորհուրդի կայքին վրայ:

«Նկատի առնելով վերջերս ստացուած տագնապալի եւ սարսափելի հաղորդումները՝ ես պարտաւոր եմ ձեր նախարարութենէն պահանջել մանրամասն եւ ճշգրիտ տեղեկատուութիւն Մարդկային իրաւանց եւրոպական համաձայնագրի 2-րդ եւ 3-րդ յօդուածներով նախատեսուած մեղադրանքներու մասին ազերպայճանական իշխանութիւններու ձեռնարկած քայլերուն առնչութեամբ»: ...«Կը խնդրեմ ի գիտութիւն ընդունիլ, որ Եւրոպայի խորհուրդը Մարդկային իրաւանց եւրոպական համաձայնագրին համաձայն այս հարցին գծով հետեւողական պիտի ըլլայ, որպէսզի երաշխաւորէ կազմակերպութեան չափանիշերու նկատմամբ ամբողջական յարգանքը», - մասնաւորապէս նշուած է նամակին մէջ: